

# L'électorat F.N.

---

Droitisation du vote ouiver ou "gaucho-lepénisme" :  
diversité d'analyses pour un même fait...

---

## PRÉSENTATION

**D**epuis le milieu des années quatre-vingts, le Front national exerce une influence croissante dans l'espace politique français.

**A**ujourd'hui, avec ou sans Le Pen, le Front national pèse, à chaque élection, environ entre 14% et 15 % des suffrages exprimés.

**A**ce jour, après la défaite des partis de droite démocratique, le président du parti d'extrême droite française souhaite être "le noyau de l'opposition" et non une béquille pour "une ancienne majorité défaillante, désorganisée et démoralisée".

**C**'est pourquoi le "mire-consort" de Vitrolles, comme le surnomme Le Pen, rêve, en ce moment, d'un "relookage du FN pour une "union des droites républicaines et extrême", vers son modèle : l'italien Gianfranco Fini qui en rénovant son parti, le MSI néofasciste en Alliance nationale, a noué des alliances électorales qui lui ont permis d'accéder au pouvoir.

**E**lectoralement, le FN semble donc désormais en mesure de survivre à l'après Le Pen : le délégué général Bruno Mégret, second numéro deux, le soulignait en affirmant que le FN "dépasse (aux législatives de juin 1997) le score de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle" 20 heures 25/5/97 TF1 et F2.

Cette déclaration confirme l'hypothèse que le FN n'est pas à l'instar de l'affaire "Tixier-Vignancourt" ou de l'éphémère "pousée poujadiste" un mouvement politique classique dans la famille de l'extrême droite française.

L'habituel soudaineté électorale de ces organisations partisans a laissé place à une installation durable sur l'espace politique français puisque cette organisation partisane représentait à l'élection présidentielle de 1995 près de 4,6 millions d'électeurs et aux élections législatives de 1997 près de 3,7 millions des suffrages exprimés.

Jean-Marie Le Pen a su fédérer les multiples composantes de l'extrême droite traditionnelles (les anti-89, les intégristes de monseigneur Lefebvre, les antigauillistes de l'avant et de l'après guerre...) sous son discours démagogique.

Jamais, dans l'histoire française une organisation politique représentante de la droite extrême, n'a constitué une force aussi rassemblée et durable. Cette particularité et nouveauté politique est issue de l'union et de la continuité de cette formation.

Le parti de Jean-Marie Le Pen existe et son audience électorale ne cesse de croître.

La disponibilité politique de près de quatre millions d'électeurs permet au FN de se positionner comme le quatrième produit sur le marché politique français. Ce positionnement politique questionne bon nombre de politologues : d'où viennent ces électeurs? Quelle est la raison, le dénominateur commun qui fait qu'ils se regroupent et se sentent représentés, de manière ponctuelle ou régulière, militante ou provisoirement contestataire, dans le FN? Cet électoral-"je ne suis pas raciste mais..." revient-il dans "le giron démocratique" après leur vote extrême? Au sein de quelle organisation politique report-il ses voix lorsque ses "premiers leaders" ne sont plus en mesure de gagner une élection?

L'objet de cet note est d'ouvrir le débat afin de comprendre le vote FN pour mieux le combattre.

C'est pourquoi nous avons demandé à deux politologues, Pascal Perrineau et Pierre Martin, spécialistes de l'analyse des résultats électoraux et du vote FN, d'exposer leur point de vue sur la nature de l'électorat du parti de Jean-Marie Le Pen.

La presse quotidienne a essayé d'accentuer les divergences qui existaient parfois entre ces auteurs, mais les analyses qu'ils nous livrent convergent sur l'essentiel : la nécessité de comprendre le phénomène FN pour mieux le combattre.

### **Droitisation du vote ou "gaucho-lepénisme" : une diversité d'analyses pour un même fait...**

Pascal Perrineau<sup>(1)</sup> développe, dans le premier texte, l'hypothèse de l'existence d'un "gaucho-lepénisme", sous la forme d'un entretien-réponse au texte de Pierre Martin<sup>(2)</sup>.

Pierre Martin, contacté après le second tours des élections législatives anticipées de juin 1997, évoque, tout en rejoignant Pascal Perrineau sur l'ensemble de l'analyse électorale et politique sur l'émergence du FN, l'hypothèse d'une droitisation générale du vote ouvrier depuis les années 1980; cette analyse est complétée par un commentaire du vote FN aux vues des résultats législatifs.

Cette note n°5 se termine par deux analyses électorales portant sur les législatives de juin 97, respectivement publiées, dans la presse spécialisée<sup>(3)</sup> et dans la presse quotidienne, par Pascal Perrineau. ❖

---

(1) L'entretien avec Pascal Perrineau a eu lieu, au siège du CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française), le 12 mars 1997, plus d'un mois avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président Jacques Chirac (21 Avril 1997).

---

(2) Pierre Martin, LE VOTE LE PEN, l'électorat du Front national. Oct - Nov 1996, Notes de la Fondation saint-Simon. L'auteur, politologue, est ingénieur de recherches CNRS au CIDSP (Institut d'études politiques de Grenoble).

---

(3) Vigilance Républicaine, Publication de "l'Observatoire de l'extrémisme", MBE 121, 44 rue Monge 75005 Paris.

# Entretien avec Pascal Perrineau

## 1 - NIVEAU ELECTORAL

(1) Le 25 mai 1997, le FN décroche son meilleur score à une élection législative, en atteignant plus de 3,7 millions d'électeurs, soit 14,94 % des suffrages exprimés (9,65% des inscrits) Le parti d'extrême droite attire près de 500 000 électeurs de plus qu'aux législatives de 1993.

(2) Le MSI (Movimento Sociale Italiano), rebaptisé Alliance Nationale, a suivi une stratégie de détachement vis-à-vis de son image d'héritier direct du régime mussolinien. Cette stratégie lui a permis de devenir la deuxième force de la coalition de droite, aux élections législatives de mars 1994, en totalisant 13,5% des suffrages (Forza Italia de Silvio Berlusconi, 21 %, la Ligue du Nord, 8,4%). Ce succès sera entériné par les élections européennes de juin 1994 où l'Alliance Nationale réunit 12,5% des voix.

Q ➤ En ce qui concerne le niveau électoral du Front National, est-ce que vous considérez que, depuis l'élection présidentielle de 1988, il y a eu une relative stagnation, avec une progression aux élections législatives et municipales, un recul aux Européennes, et un relatif maintien à la dernière présidentielle ?

R ➤ On ne peut pas dire qu'il y a stagnation, si on se penche sur les chiffres, et si on regarde ce qui est comparable, c'est-à-dire des élections de même type. On ne peut pas dire non plus qu'il y a explosion. Il y a simplement une hausse sensible mais modérée du Front National.

Si on analyse les élections sur une longue période, que constate-t-on? Aux législatives de 1986, le Front National attirait 2,7 millions d'électeurs; aux législatives de 1993 : 3,2 millions, soit 500.000 de plus. A la présidentielle de 1988 : 4,3 millions, à celle de 1995 : 4,6 millions, soit 300.000 de plus. <sup>(1)</sup> On a donc, quand on compare ce qui est comparable, une légère hausse du Front National aux législatives, et à l'élection présidentielle.

Cela ne veut pas dire qu'on soit devant un processus d'explosion du Front National, comme l'a fait l'Alliance Nationale en Italie. <sup>(2)</sup> Le rêve de Le Pen est que le Front National soit le pivot autour duquel la droite française se recomposerait à la suite d'une véritable implosion du système des partis en France et particulièrement à droi-

te. Ce rêve reste un rêve qui ne connaît pas le début d'une réalisation, puisque le Front National reste à un niveau qui le laisse loin derrière la principale formation de droite - le RPR - et bien sûr, plus loin encore derrière la coalition RPR-UDF.

**“Le pouvoir du Front National est beaucoup plus un pouvoir d'empêcher, qu'un véritable pouvoir d'alternance autour d'une coalition majoritaire à laquelle il participerait au premier rang.”**

Le Front National reste dans une situation de minorité de blocage, en prenant la métaphore des conseils d'administration, c'est-à-dire que le pouvoir du Front National est beaucoup plus un pouvoir d'empêcher, de gripper, de nuire éventuellement, qu'un véritable pouvoir d'alternance autour d'une coalition majoritaire à laquelle, par exemple, il participerait au premier rang. Ce type de scénario à brève ou moyenne échéance semble impossible. Il n'y a donc ni explosion ni stagnation mais une hausse modérée.

Q ➤ Est-ce que vous expliquez cette absence d'explosion par l'efficacité des campagnes menées par l'ensemble des associations antiracistes, et notamment par la stratégie de “diabolisation” du Front National qui expliquerait le maintien d'une digue et d'un écart très important entre l'adhésion que recueillent les thèses du Front National et le score que ce parti obtient ?

R ➤ Il est très difficile d'établir un lien scientifique de cause à effet entre une stratégie menée par une mouvance, une organisation, et des évolutions électorales d'une force politique, en l'occurrence le Front National. On ne peut émettre que des hypothèses. La mobilisation de multiples organisations, antiracistes ou autres, contre le Front National, a participé au mouvement de rejet du Front National de Jean-Marie Le Pen et des idées qu'il véhicule. Ce rejet est majoritaire dans la population française et s'est même renforcé. La SOFRES le mesure depuis le début des années 80 au travers d'une question aux Français : “est-ce que vous consi-

**“Ce qui est assez paradoxal, c’est que l’on a en même temps une dynamique dans un espace à l’extrême de la droite, et une mobilisation majoritaire de la population qui s’y oppose.”**

(3) Cela touche tous les électorats et même une majorité des électorats de droite. La droite classique - RPR et UDF - considère qu’il y a un parti dangereux pour la démocratie, ce qui n’était pas le cas au tout début de la poussée du Front National dans l’année 1984.

dérez que Jean-Marie Le Pen et le Front National sont un homme et un parti dangereux pour la démocratie ?” Ce mouvement s’est régulièrement renforcé et atteint au-

jourd’hui des pourcentages extrêmement élevés, de l’ordre de 75%.<sup>(3)</sup>

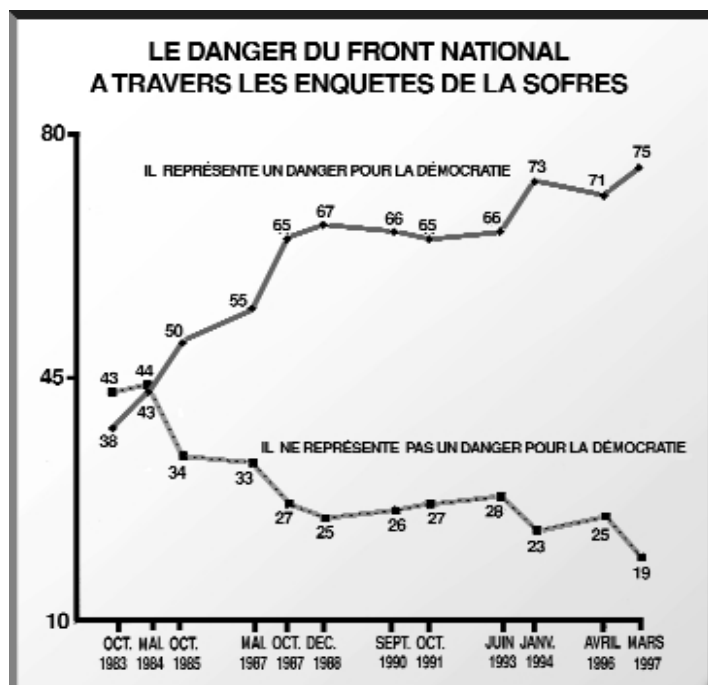
Il y a eu là certainement un mouvement d’opinion profond, qui a quelque chose à voir avec cette mobilisation contre le Front National mais également avec l’attitude du Front National lui-même. Le Front National au début, dans les années 1984 et 1986, était à la recherche d’une certaine respectabilité. Ainsi, pour ne prendre que le seul exemple des régionales de 1986, l’objectif était de détourner des hommes de la droite classique pour les faire venir au Front National. Cette phase est terminée, et, depuis la fin des années 80 et le début des années 90, le

Front National est revenu à une attitude beaucoup plus dure. Ainsi, aux régionales de 1992, la sélection des candidats du Front National est ultra militante. Ainsi encore, la fin des années 80 et le début des années 90 sont constellées de multiples provocations de Jean-Marie Le Pen et de ses seconds. C’est donc aussi ce parti qui, par son discours, son inflexion stratégique, se positionne sur un créneau qui le rend, au regard d’une majorité de l’opinion, infréquentable. Ce qui fait dire à certains observateurs, et même parfois à certains membres du Front National quand ils parlent en dehors du regard de leur leader, que Jean-Marie Le Pen, après avoir rendu un immense service au Front National, est aujourd’hui devenu un handicap dans une stratégie de notabilisation à l’italienne. Gian Franco Fini <sup>(4)</sup> est devenu un leader “respectable”. Lorsque Le Pen parle de l’inégalité des races, et revient à plusieurs reprises sur ce thème, lorsqu’il pratique des jeux de mots à connotation antisémite, il ne se place pas du tout dans une stratégie semblable à celle de Fini en Italie.

(4) Gian Franco Fini a repris en main l’Alliance Nationale (ex-MSI) en continuant à défendre un Etat fort, la pureté de la nation mais a surtout axé son discours sur le thème spécifiquement anti-immigrés, anti-corruption (discours confortés par l’opération des juges...).

En définitive, le relatif endiguement du Front National dans un espace extrémiste peut s’expliquer à la fois par la diabolisation dont il a été l’objet et par son attitude propre et notamment celle de son leader. Car ce qui est assez paradoxal, et parfois difficile à penser ensemble, c’est que l’on a en même temps une dynamique dans un espace à l’extrême de la droite, et une mobilisation majoritaire de la population qui s’y oppose. Il y a une double dynamique : une dynamique du Front National et, en même temps, une dynamique de l’opposition au Front National. Cette situation aboutit, on le voit aujourd’hui, à une tension extrême, une polarisation très forte et qui est très sensible dans certaines classes d’âge. Ainsi, si on prend les jeunes de 18 à 24 ans : Le Pen y a fait ses meilleurs scores à l’élection présidentielle - 18 % selon le post-électoral de la SOFRES- mais en même temps, c’est dans cette tranche d’âge que la mobilisation anti-Le Pen est la plus forte.

Ces phénomènes de double dynamique sont difficiles à penser, mais c’est bien cela qui a caractérisé les dernières périodes. ❖



## 2 - L'IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE

Q ► Il a été noté une relative stabilité géographique du vote Front National. Comment s'explique-t-elle compte tenu de la très importante évolution sociologique de cet électorat ?

R ► La grande originalité de l'implantation du Front National - quand on regarde simplement une carte des résultats par département, par circonscription -, tient au fait qu'elle possède une pertinence beaucoup plus sociologique que politique. La carte du Front National n'est ni une carte de droite ni une carte de gauche. Ce n'est pas une carte de droite : des régions historiquement à droite, comme l'Ouest intérieur, n'y figurent pas. Ce n'est pas une carte de gauche : certaines régions de gauche, de grande tradition radicale socialiste, comme le sud-ouest, n'y figurent pas davantage. C'est une carte qui mêle des régions de gauche, comme le Nord-Pas-de-Calais, ce qui reste de la ceinture rouge parisienne, notamment la Seine-Saint-Denis, et des régions de droite comme l'Alsace. C'est une carte sans profonde cohérence politique et historique : ce n'est pas une carte qui est l'héritière des mouvements d'extrême droite, ou des mouvements de type "national populiste"<sup>(5)</sup> comme par exemple l'extrême droite telle qu'elle s'est exprimée dans le vote "Tixier"<sup>(6)</sup> ou dans le vote "Poujade".<sup>(7)</sup> La carte du Front National - ce qui est paradoxal, car la première fonction électorale qu'a détenue Le Pen était un mandat de jeune député poujadiste en 1956 -, est à peu près le contraire de celle de Poujade. La carte de Poujade touchait l'essentiel de la France de l'Ouest, du Sud-Ouest, revenait vers Rhône-Alpes par le sud, notamment par le Massif Central. Le Pen, au-

(5) Le terme de "national-populisme" a été introduit en France, en 1984, par Pierre-André Taguieff. "Ce phénomène apparaît à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, entre deux crises politiques, le boulangisme et l'affaire Dreyfus. Une nouvelle droite prend forme en mobilisant les "masses" par quelques slogans démagogiques et en opposant aux représentants de la droite conservatrice au pouvoir, à la classe politique "corrompue", le peuple "au bon sens" et honnête. Michel Winock : *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Seuil, 1990.

**"La grande originalité de l'implantation du Front National tient au fait qu'elle possède une pertinence beaucoup plus sociologique que politique."**

aujourd'hui, c'est à peu près le contraire. La carte de Tixier était également une carte assez différente, très méridionale. C'est encore vrai pour le bas-

sin Méditerranéen, mais la carte Tixier trouvait des prolongements jusque dans la région de Bordeaux, où l'on ne trouve pas aujourd'hui le même type de structures avec la carte Le Pen.

**"C'est une France qui est à l'est d'une ligne Le Havre, Valence, Perpignan. C'est d'abord une France urbaine."**

C'est une carte qui a, en revanche, une coloration sociologique. C'est une France qui se situe à l'est d'une ligne Le Havre, Valence, Perpignan. C'est d'abord une France urbaine. C'est une France des grandes concentrations qui ont accueilli dans les années 60 et 70 beaucoup d'étrangers pour participer à l'industrialisation - je pense à la région parisienne, à la Lorraine, au Pas-de-Calais, à Rhône-Alpes. C'est également une France de la montée de la petite et moyenne délinquance qui touche beaucoup plus ces régions que celles à l'Ouest de la France. C'est sur ce terrain - que j'avais appelé "le terrain des inquiétudes urbaines" - qu'ont fleuri Le Pen et le Front National. Les inquiétudes urbaines peuvent devenir insupportables, particulièrement pour des couches sociales qui sont déjà fragilisées économiquement. A cela s'ajoutent des problèmes de cohabitation, de tolérance, vis-à-vis de communautés étrangères qui n'ont plus la même place ni le même statut que dans les années 50 et 60. L'immigration, avant le milieu des années 70, est constituée largement d'hommes seuls qui sont venus pour travailler et dont les gens se disent qu'ils retourneront à terme dans leur pays. Cette immigration mute à la fin des années 70 et dans les années 80/90 : à la suite des regroupements familiaux, ce ne sont plus des hommes seuls,

(6) Né en 1907, dans un milieu très bourgeois, féru de politique, il devient en juin 1936 député et membre de l'Alliance démocratique. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Son engagement vichyste l'amène au poste de secrétaire général de l'information, et se solde par une incarcération à Alger et à Fresnes. J-L Tixier-Vignancour chercha, après la Guerre d'Algérie et avoir défendu la cause de l'OAS, à créer un parti, l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès, qui aurait dû être une façade respectable de l'extrême-droite. L'entreprise échoua et de 1969 à sa mort, J-L Tixier-Vignancour tenta d'intégrer la nouvelle majorité présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing.

(7) A vingt ans, en 1940, il milite dans les Compagnons de France (la "jeunesse du Maréchal"). En 1953, il est élu conseiller municipal. Le 2 décembre 1955, la dissolution de l'Assemblée Nationale par Edgar Faure profite à l'Union des commerçants et des artisans qui obtient 12% des votants, 2,5 millions de voix, soit 52 élus qui formèrent le groupe Union et fraternité françaises à l'Assemblée Nationale. De 1954 à 1955, l'UDCA a incarné l'ombre du fascisme comme les Croix-de-feu, du colonel de la Rocque, dans les années 30. Dès 1956, l'économie repart, le mécontentement disparaît et l'échec de Pierre Poujade aux élections partielles de 1957 annonce l'irrésistible déclin de ce mouvement.

**“C’est sur le terrain des inquiétudes urbaines qu’ont fleuri Le Pen et le FN.”**

mais des familles, des enfants qui vont à l’école, des femmes qui vont au supermarché. C’est donc une immigration qui s’installe durablement sur le sol national et qui, de surcroît, subit durement le chômage. Sa visibilité et sa perception se transforment de la sorte. A ce contexte d’inquiétude urbaine, il faut enfin ajouter, dans certaines régions, la déstructuration des industries traditionnelles, comme la Lorraine sidérurgique et le Pas-de-Calais minier. D’une certaine manière, comme d’autres formes d’extrême droite, dans d’autres pays, Le Pen a su, mieux que d’autres forces, instrumentaliser ce malaise des sociétés urbaines, et ce malaise de la transition, parfois chaotique et difficile, d’une société industrielle à une société post-industrielle.

Q ► Partagez-vous l’hypothèse d’une corrélation globale entre la présence de population émigrée et le vote Front National?

R ► Quand vous faites des corrélations sur de grandes unités géographiques - régions ou départements -, vous trouvez une corrélation relativement forte. En revanche, quand vous descendez vers de petites unités - cantons ou communes -, la corrélation devient faible et parfois même disparaît. Cela veut dire que le vote Front National a quelque chose à voir avec la présence d’étrangers, mais que ce n’est pas forcément un vote qui se structure par rapport à la présence d’étrangers dans l’environnement immédiat. Très souvent, les cantons, les communes, ou les quartiers où le Front National réalise ses meilleurs scores ne sont pas ceux où il y a le plus fort taux

**“Le vote FN a quelque chose à voir avec la présence d’étrangers, mais ce n’est pas forcément un vote qui se structure par rapport à la présence d’étrangers dans l’environnement immédiat.”**

d’étrangers, mais ceux qui jouxtent de fortes concentrations d’immigrés. On voit bien réapparaître là de vieux mécanismes, que Jean Delumeau, l’historien de la peur, avait bien mis en lumière dans

d’autres champs : on rejette ce que l’on ne connaît pas mais que l’on devine aux marges de son unité d’habitation ; mais on n’a pas peur de ceux avec lesquels on a une habitude de cohabitation immédiate.

**“Lors de la dernière élection présidentielle, on a fait des corrélations sur les 4 000 cantons français, et on s’aperçoit que la corrélation entre présence ouvrière et vote Le Pen est plus forte que la corrélation entre présence étrangère et vote Le Pen.”**

Dans la dernière étude menée sur l’analyse des résultats du vote Le Pen lors de la dernière élection présidentielle, on a fait des corrélations sur les 4000 cantons français, et on s’aperçoit que la corrélation entre présence ouvrière et vote Le Pen est plus forte que la corrélation entre présence étrangère et vote Le Pen.

Q ► Que répondez-vous à ceux qui expliquent l’absence de corrélation à un niveau plus fin par le fait que la composition du corps électoral dans ces zones-là est différente, d’une part, parce qu’il y a une présence plus importante d’enfants d’étrangers - par nature peu sensibles au vote Le Pen - ; d’autre part, parce que les Français les plus hostiles aux étrangers ont quitté ces quartiers?

R ► Sur le premier élément, il est vrai que le pourcentage d’étrangers, seul critère que nous permet de manier le recensement, est un peu restrictif : une partie de la population, notamment les enfants nés sur le sol français et ayant la nationalité française, est en effet perçue par bon nombre de Français comme étant étrangère parce que l’origine ethnique, la couleur de la peau ne sont pas les mêmes. Cela étant dit, nous n’avons pas les moyens de répondre scientifiquement à ces arguments. On peut penser qu’ils ont une part de vérité, c’est tout.

Sur le second élément, je suis plus sceptique ! Nous sommes dans une société française en crise. Les couches populaires ont été directement atteintes. Les capacités de mobilité résidentielle des ouvriers ou des employés touchés par la crise sont extrêmement faibles. Autant un cadre ou une pro-

**“Ces quartiers ne sont plus considérés comme un sas, dans un cursus ascendant, mais, au contraire, comme une espèce de cul de sac. Ce cul de sac débouche sur un avivement, une accélération des tensions inter communautaires.”**

profession libérale peut choisir son lieu de résidence, et déjà ce n'est pas toujours facile, autant pour un ouvrier ou un employé, surtout au chômage, l'affaire est beaucoup plus complexe. Tous les recensements montrent

d'ailleurs que depuis la deuxième moitié des années 70, la mobilité résidentielle a énormément chuté. Il y a là un des éléments du problème Le Pen et du Front National. Ces grands ensembles, - toutes les grandes enquêtes des années 60 et du début des années 70 le montrent - étaient jadis perçus comme une étape sur un chemin de mobilité sociale ascendante. Ce n'était qu'une étape : on allait ensuite finir sa vie dans un pavillon, dans les zones "rurbaines", comme disent les sociologues, et non dans un grand ensemble. Aujourd'hui, toute une série de ces couches populaires, dont beaucoup n'ont plus d'emplois, savent qu'elles finiront leur vie dans ces quartiers, et dans des difficultés matérielles accentuées. Ces quartiers ne sont plus considérés comme un sas, dans un cursus ascendant, mais, au contraire, comme une espèce de cul de sac. Et, alors, ce cul de sac débouche sur un avivement, une accélération des tensions intercommunautaires. Dès lors, les stratégies de distinction entre ces groupes, qui sont tous coincés dans ce type de quartiers, ne cessent de s'accroître. Et le Front National sait bien jouer sur ces stratégies de distinction !

Q ► Est-ce que, à l'inverse, si l'on regarde les zones où le Front National est faible - zones où l'hostilité contre les immigrés n'est pas moins forte qu'ailleurs - le fait qu'il n'y ait pas de présence d'immigrés à proximité peut expliquer la faiblesse du vote Front National ?

R ► Le danger de ce type d'analyse, est de centrer de manière excessive le vote Front National sur la seule dimension du problème de l'immigration. C'est une erreur. L'immigration est un enjeu important mais un enjeu parmi d'autres du vote Front National. (8) Il

(8) Au-delà du diplyque bien connu de l'insécurité et de l'immigration, il faut remarquer que les électeurs du FN partagent avec tous les autres électors une préoccupation majeure, celle du chômage. A la dernière élection présidentielle, Le Pen arrivait, avec 25%, en tête chez les chômeurs devant Lionel Jospin (21%) et Jacques Chirac (17%). L'instrumentalisation de l'identité nationale dans le discours politique de J-M Le Pen fait un tabac chez ceux qui sont en manque d'identité sociale.

## Les thèmes du vote des électeurs au premier tour de l'élection présidentielle

Question : « Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux qui ont le plus d'importance pour vous... »

	Ens. des votants	Vote au premier tour de la présidentielle							
		R. Hue	A. Laguiller	L. Jospin	D. Voinet	J. Chirac	E. Balladur	P. de Villiers	J.-M. Le Pen
Le chômage .....	81	84	79	85	65	84	81	66	73
Le maintien des services sociaux .....	37	64	53	54	32	29	26	21	25
La lutte contre l'exclusion .....	31	43	43	44	46	30	26	20	14
L'insécurité .....	51	19	19	19	5	13	32	38	57
La défense des intérêts de la France .....	26	13	12	15	10	38	16	52	30
L'immigration .....	25	13	9	14	9	23	24	30	63
L'évaluation de votre pouvoir d'achat .....	74	42	36	26	10	24	24	16	21
L'environnement .....	18	20	16	23	71	15	13	10	15
La moralisation de la vie politique .....	17	9	19	14	20	17	22	30	17
La défense des valeurs traditionnelles .....	16	11	15	10	7	20	21	49	21
La reconquête de l'Europe .....	15	10	6	23	16	20	21	16	9
La réduction de la durée du travail .....	12	18	21	19	22	8	6	5	8
Sans opinion .....	2	1	2	1	2	1	0	0	0
	% (1)	% (1)	% (1)	% (1)	% (1)	% (1)	% (1)	% (1)	% (1)

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Source : SOFRES, sondage postélectoral, 20-25 mai 1995.

est très frappant de constater, quand on parle longuement avec des électeurs du Front National, que les cinq premières minutes tournent toujours autour du thème de l'immigration puis que, rapidement, d'autres problèmes surgissent. L'immigration est très souvent

**“A la limite, s’il n’y a plus le bouc émissaire “immigré”, il y en aura d’autres ! “l’eurocrate”, “les gens d’en haut”, “les élites”, “les gros qui s’engraissent à Paris”, “les intellectuels en chaise longue”. Il peut aller aussi chercher dans des choses plus anciennes... Il y a de multiples diables à proposer en pâture à des masses en difficulté.”**

(9) *La Causalité diabolique* (Calman-Levy, 1980) est le titre d'un des ouvrages de Léon Poliakov traitant de "l'origine des persécutions". Les premières recherches de Léon Poliakov portèrent sur l'étude des crimes de guerre hitlériens, à ce titre il participa à la délégation française attaché au tribunal de Nuremberg. Ces études sur le racisme nazi (*Breviaire de la haine*, 1952) l'ont incité à s'interroger sur les antécédents idéologiques du phénomène antisémite.

un symptôme, une logique de bouc émissaire. Toute une série de problèmes, toute une série d'angoisses, sur la sécurité économique, sur le chômage, sur la perte des repères idéologiques et culturels, sur la difficulté à élever aujourd'hui les enfants, sur l'insécurité endémique dans certains quartiers, vont se projeter sur la figure de l'immigré. C'est la logique du bouc émissaire ! C'est ce que Léon Poliakov a appelé la "causalité diabolique".<sup>(9)</sup> Mais, tant que ces autres problèmes seront présents et aigus, la logique du bouc émissaire émigré risque de continuer à s'appliquer. Donc on ne peut pas rabattre le problème du vote Front National sur la seule présence étrangère. L'immigré est un symptôme, et il serait très imprudent de transformer le vote Front National en vote d'enjeu sur l'immigration. C'est un raisonnement incroyablement court. On peut faire toutes les gesticulations que l'on veut sur le problème de l'immigration, cela ne veut pas dire qu'on fera tomber le vote Front National. A la limite, s'il n'y a plus le bouc émissaire "immigré", il y en aura d'autres ! En magasin, Le Pen en a pléthore ! "l'eurocrate", "les gens d'en haut", "les élites", "les gros qui s'engraissent à Paris", "les intellectuels en chaise longue". Il peut aller aussi chercher dans des choses plus anciennes... Il y a de multiples diables à proposer en pâture à des masses en difficulté. ❖

## 3 - HYPOTHESE HISTORIQUE

Q ➤ Une des autres hypothèses que pose Pierre Martin pour expliquer le vote Front National, c'est que les trois pays dans lesquels l'extrême droite est aujourd'hui forte, l'Autriche, la Belgique et la France, sont les trois pays dans lesquels la théorie du bouc émissaire a déjà joué et où, en même temps, la délégitimation a été faible. En définitive, cette carte correspondrait à celle de la collaboration administrative de la seconde Guerre mondiale. Que pensez-vous de cette hypothèse ?

R ➤ C'est une hypothèse intéressante. Mais elle ne doit pas empêcher de penser le caractère profondément contemporain, j'allais dire moderne, du vote Front National, et du vote en faveur du national populisme en Europe.<sup>(10)</sup> Certainement, les mécanismes de passé refoulé ou mal refoulé sont à l'oeuvre pour partie dans le succès, ici, du Front National et dans l'échec, ailleurs, d'une formation de type équivalent. Mais cela ne doit pas nous empêcher de prendre en compte le contexte social et politique présent. Cette explication ne peut pas suffire à expliquer à elle seule ces votes. Surtout qu'il y a des choses troublantes: depuis que le Front National existe en tant que puissance électorale, depuis 1984, quelle est l'une des tranches d'âge dans laquelle le Front National fait le moins bon score ? C'est chez les personnes âgées, les 65 ans et plus, et cela a été encore valable lors de la dernière élection présidentielle. Si ces explications, en terme de passé mal assumé, ou trop refoulé, avaient véritablement un poids énorme, on devrait les sentir dans ces tranches d'âge qui ont vécu Vichy, en ont une expérience directe, ont déjà, peut-être pour certains d'entre eux, fonctionné à la logique du bouc émissaire, même si le bouc émissaire était autre que les Maghrébins aujourd'hui. Or, on s'aperçoit que non seulement c'est dans ces tranches d'âge que, régulièrement, le vote Front National est le plus faible, mais que, à l'inverse, c'est dans des tranches d'âge jeunes - les 18/24 ans et les

(10) En Belgique, le Vlaams Block flamand a rassemblé 12,6% des voix aux élections européennes de 1994, côté wallon, le FN du docteur Daniel Féret a regoupé 7,9% des électeurs; en Autriche, le FPÖ de Jörg Haider recueille aux élections législatives de 1994 22% des suffrages et 42 des 183 sièges à pourvoir; en Italie où le ex-MSI (Alliance Nationale) totalise, aux élections législatives de 1994, 13,5% des suffrages.



25/34 ans -, que le vote Front National est le plus fort, c'est à dire là où les mécanismes d'amnésie ou la distance par rapport à ces périodes noires de notre histoire sont les plus importantes. Cela me fait dire que l'hypothèse est intéressante mais qu'il faut faire attention à ne pas la transformer en facteur lourd d'explication du vote Front National. De plus, je crois qu'il ne faut pas sous-estimer le retour sur Vichy, depuis les années 70, en terme d'historiographie, en terme journalistique, et même politique. Cela a, certes, été très long, et s'il songe à ce retard, Pierre Martin a certainement raison, mais on ne peut pas dire qu'il y aurait là un total impensé, qui reviendrait nous hanter sans qu'on en ait conscience. C'est certainement plus compliqué que cela.

Q ► S'agissant des responsabilités politiques dans l'émergence du Front National, Pierre Martin avance l'hypothèse que le moment clé est celui des élections municipales de 1983, et la responsabilité majeure de la droite parlementaire de l'époque qui utilise la question de l'immigration. Qu'en pensez-vous?

R ► Je crois que c'est une lecture partielle, je ne dis pas partielle. Parce qu'on n'a pas attendu la droite, aux élections municipales de 1983, pour que l'enjeu de l'immigration devienne un enjeu fortement manipulé par les appareils politiques. Si l'on se prêtait à la généalogie du maniement de l'enjeu de l'immigration, on pourrait avoir des surprises. On s'apercevrait, par exemple, que le Parti Communiste a également manié, avant 1981, l'enjeu de l'immigration avec l'envoi, par Paul Mercieca, Maire de Vitry, des bulldozers contre les foyers de travailleurs immigrés, sans même évoquer Montigny. Il ne faut pas avoir la mémoire trop courte !

Q ► Partagez-vous l'analyse minorant l'influence de la représentation proportionnelle en 1986 <sup>(11)</sup> dans l'émergence du Front National?

R ► Je ne crois pas que ce soit la proportionnelle qui ait créé le Front

National. Il y a des mécanismes lourds, sociaux, politiques, qui ont initié la mécanique. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que la proportionnelle n'ait pas donné un débouché institutionnel - c'est la logique de la proportionnelle qui le veut - et une visibilité politique au Front National qu'il n'aurait pas eue sans cette réforme. C'est vrai, quand on songe par exemple à l'expérience boulangiste <sup>(12)</sup> à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, que les ministres de l'Intérieur avaient changé le mode de scrutin pour venir à bout du boulangisme, et là on a avancé un peu dans l'autre sens. Il est vrai aussi que, dans le combat politique, certains ont pu considérer qu'il était "de bonne guerre" de diviser l'adversaire pour régner et que la proportionnelle participait de cette vision des droites, en créant un "talon d'Achille" dans la droite française, qui est le Front National. Mais je ne dirai pas que c'est la représentation proportionnelle qui a créé le Front National. Cela lui a donné, à une époque, un espace politique. Il ne faut pas oublier aussi, mais là la gauche et F. Mitterrand n'y étaient strictement pour rien, que la première émergence du Front National se manifesta à l'occasion des élections européennes, à la représentation proportionnelle intégrale, en 1984. ❖



## Pour aller plus loin (1) articles

**Chiche (Jean), Mayer (Nonna),**  
 ► "Les ouvriers qui votent Le Pen", CNRS-CEVIPOF. Informations Syndicales Antifascistes, mars 1997.

**Martin (Pierre),**  
 ► L'équilibre gauche-droite et le FN, Revue Politique et Parlementaire, n° 10/12, 1996.

**Mayer (Nonna),**  
 ► Les collectifs anti-Front national, Cahiers du CEVIPOF, n°13, 1995.  
 ► La puissance et le rejet ou le lepénisme d'opinion (avec P. Perrineau), Etat de l'opinion, 1993.

**Perrineau (Pascal),**  
 ► L'engagement politique : déclin ou mutation?, Futuribles, n°213, 1996.

► Les enseignements des votes des électeurs, CFDT aujourd'hui, n°115, 1995.  
 ► L'image de la nation chez les électeurs du Front national, Pensée Politique, n°3, 1995.  
 ► Le vote Le Pen, Commentaire, n°55, aut. 1991.

**Taguieff (Pierre-André),**  
 ► Origines et métamorphoses de la Nouvelle droite, Vingtième siècle, n°40, 1993.

**Ysmal (Colette),**  
 ► La droite modérée sous la pression du Front national, French Politics and Society, n°2, 1995.  
 ► Les cadres du Front national : les habits neufs de l'extrême-droite, Etat de l'opinion, 1991.

(12) L'effet Boulanger est né d'un vieux sédiment d'idolâtrie aggravé par la défaite de 1870. La popularité du "général revanche", ministre de la Guerre, commence à déranger. Jules Ferry prévient Jules Grévy de l'importance de se débarrasser du général-ministre. Le 18 mai 1887, le cabinet Goblet donne sa démission. Malgré un exil forcé à Clermont-Ferrand du ministre redevenu général, il devient le porteur d'espérances et de chimères parfois contradictoires. Toutefois, ces contradictions restent celles des états-majors politiques, pas celles du peuple qui le soutient. En septembre-octobre 1889, mesurant le danger, l'ensemble des adversaires politique du "boulangisme" useront de tous les moyens légaux ou non pour réduire son influence électorale : rétablissement du scrutin d'arrondissement, interdiction des candidatures multiples. L'effort porta ses fruits puisque les boulangistes n'obtiendront que 44 sièges. Boulanger se suicida, en Belgique, le 30 septembre 1891, après avoir donné à la vie politique française un avant-goût du nationalisme.

(11) Par la loi du 10 juillet 1985, le scrutin uninominal majoritaire à deux tours est abandonné pour la représentation proportionnelle dans le cadre départemental. La 47<sup>ème</sup> des 110 propositions du programme du candidat F. Mitterrand en 1981 comportait l'engagement de substituer la représentation proportionnelle au scrutin majoritaire. Le gouvernement Chirac, par la loi du 11 juillet 1986, posera le retour au scrutin uninominal majoritaire à deux tours

## 4 - COMPOSITION SOCIOLOGIQUE

Q ➤ Il y a un consensus pour considérer que le Front National a été, lors de l'élection présidentielle de 1995, le premier parti ouvrier de France. Vous avez avancé la thèse de l'existence d'un "gaucho-lepénisme", analyse réfutée par Pierre Martin qui soutient qu'il y a eu, entre 1988 et 1995, une droitisation globale du vote ouvrier, et, en 1995, simplement le maintien d'une prédominance du Front National sur le vote ouvrier de droite déjà acquise en 1988. Que pensez-vous de cette analyse?

R ➤ Il y a une évidente droitisation du vote ouvrier. Mais ce n'est pas la première fois. Déjà, sous le Général De Gaulle, une partie importante des couches populaires et de la classe ouvrière avait été séduite par la droite gaulliste. Puis, peu à peu, le gaullisme s'embourgeoisait avec Pompidou, les gaullistes quittant l'Élysée avec Giscard, ce vote est revenu à gauche. Et on a assisté, avec l'usure de la gauche au pouvoir, à un redémarrage d'une dynamique, où une partie de ces couches populaires s'est remise à voter pour les partis de droite. Cependant, il y a une différence majeure. Dans les années 60, lorsque les ouvriers votaient à droite, ils votaient pour le gaullisme, pour l'UNR<sup>(13)</sup>, pour l'UDR<sup>(14)</sup>; aujourd'hui, une partie vote pour le RPR et l'UDF, mais une autre partie, majoritaire, vote pour le Front National. C'est une nouveauté. Est-ce une "droitisation"? Est-ce que le fait de voter pour un parti qui est à droite, signifie que cet électorat est purement de droite? Je pense que c'est beaucoup plus compliqué, car on peut voter pour telle ou telle raison pour le Front National et garder, par exemple au plan social et économique, des positions de gauche. C'est pourquoi je persiste à considérer que le concept de "gaucho-lepénisme" est pertinent. Pourquoi? Pour trois raisons: il y a un gaucho-lepénisme d'origine, un gaucho-lepénisme de l'instant et un gaucho-lepénisme de destination.

(13) Cette organisation politique naît le 1<sup>er</sup> octobre 1958 dans le bureau de J. Soustelle (RPF), au lendemain de la ratification de la Constitution de la V<sup>ème</sup> République. Contrairement au RPF, parti de masses, l'UNR est un parti de cadres. Cette organisation politique éclate, à propos de "l'affaire algérienne": départ d'une trentaine de députés (dont J. Soustelle), le reste de l'UNR se rallie à l'UDT (Union démocratique du travail), petit parti gaulliste de gauche créée en avril 1958 pour concurrencer l'UNR.

Il y a un gaucho-lepénisme d'origine: j'ai découvert avec stupéfaction que ce n'est pas du tout la même dynamique Le Pen qui a été à l'oeuvre en 1988 et en 1995. En 1995, toutes les études de corrélation faites au niveau des 4000 cantons montrent que la dynamique de Le

### Sociologie des électeurs évolution de 1995 à 1997

SONDAGES POST-ÉLECTORAUX CEVIPOF-SOFRES-LIBÉRATION

	1995	1997	Évol.
<b>SEXE</b>			
Hommes	18	19	➤ +1
Femmes	12	12	=
<b>AGE</b>			
18 -29 ans	21	17	-4
30 -39 ans	16	19	➤ +3
40 -49 ans	15	13	-2
50 -59 ans	14	16	+2
60 ans et plus	11	13	+2
<b>ACTIVITÉ</b>			
Actifs	17	16	-1
Chômeurs	27	16	-11
Retraités	11	14	➤ +3
<b>PROFESSION</b>			
Agriculteurs	10	3	-7
Chefs d'entr., prof. lib.	16	18	+2
Cadres supérieurs	7	13	➤ +6
Enseignants	4	2	-2
Prof. intermédiaires	15	12	-3
Employés	18	16	-2
Ouvriers	20	22	➤ +2
Étudiants	8	12	+4
Femmes au foyer	12	13	+1
<b>RELIGION</b>			
Cathol. pratiq. réguliers	8	8	=
Cathol. pratiq. irrégul.	13	13	=
Cathol. non pratiquants	19	19	=
Autres religions	16	13	-3
Sans religions	14	17	➤ +3
<b>ENSEMBLE ÉLECTORAT</b>			
	15	15	=

➤ : plus fort score. ➤ : plus forte progression.

**Un électorat masculin, un peu moins jeune qu'en 1995, où les ouvriers sont encore plus nombreux mais où les cadres supérieurs et les étudiants sont en hausse.**

(14) L'UNR-UDT change de nom, pour celui de l'UDR (Union pour la défense de la République). Cette organisation obtiendra après "la crise de mai 68" 270 députés et jouera un rôle décisif dans l'effondrement du mouvement de mai, par l'organisation et le succès de la manifestation du 30 mai en soutien à l'appel radiodiffusé du général de Gaulle. J. Chirac, après avoir démissionné de la direction du gouvernement le 25 octobre 1976 s'attacha à transformer l'UDR en un rassemblement qu'il nomma le Rassemblement pour la République.

**“Le concept de “gaucho-lepénisme” est pertinent. Pourquoi ? Pour trois raisons : il existe bien un gaucho-lepénisme d’origine, un gaucho-lepénisme de l’instant et un gaucho-lepénisme de destination. ”**

me entre 1988 et 1995 et le déclin de Jospin en 1995 par rapport à Mitterrand en 1988. Lorsque Le Pen perd dans certains régions, comme dans le Midi, c’est Chirac qui récupère un électorat de droite qui s’était radicalisé, essentiellement le monde de la boutique et des PME, qui avait précisément nourri, dans les années 80, la dynamique Le Pen. En revanche, pour qu’il continue à croître au plan national, il faut bien qu’il récupère, et bien au-delà, dans d’autres couches. La dynamique va être forte dans de vieux bastions de la gauche : la Haute-Normandie, la Picardie, le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la région de Saint-Etienne, une partie de Rhône-Alpes. Cette dynamique qui repart se nourrit des dépouilles de la gauche. C’est là un électorat de gauche, de protestation populaire, qui utilise le vote Le Pen comme vecteur de son malaise. Il y a donc bien là un gaucho-lepénisme d’origine et j’attends encore que l’on me démontre qu’il vient d’ailleurs!

Il y a ensuite un gaucho-lepénisme de l’instant. C’est-à-dire que ces électeurs gaucho-lepénistes se rallient à Le Pen et au Front National sur certains thèmes, en particulier l’insécurité et l’immigration, mais, en même temps - les sondages post-électorales de 1995 le montrent - sur le rôle de l’Etat dans l’économie, sur ce qu’ils pensent du profit, sur la priorité à l’amélioration des salariés, restent beaucoup plus proches de la gauche que de la droite. Cette ambiguïté va d’ailleurs se confirmer, en dehors des élections. Regardons l’attitude qu’ont eue en novembre-décembre 1995, non pas les militants de Le Pen, non pas le Parti de Le Pen mais les électeurs du Front National. Les deux tiers ont approuvé le mouvement social de novembre-décembre 95, c’est-à-dire à peu près le même niveau que l’électorat de gauche. Il y a donc, là encore, un certain sens à qualifier cet électorat de gaucho-lepéniste. De plus, les en-

Pen, contrairement à 1988, se nourrit de l’érosion de la gauche. En particulier, la corrélation la plus forte est celle qui existe entre la poussée de Le Pen par rapport à lui-même

quêtes montrent qu’il y a des évolutions troublantes. Par exemple, en 1988, 65% des électeurs de Le Pen se positionnaient à droite le jour où ils allaient voter Le Pen ; en 1995, ils ne sont plus que 53%. Le reste va se positionner plus au centre, plus à gauche, voire plus à l’extrême gauche.

**“Les deux tiers de ses électeurs ont approuvé le mouvement social de novembre-décembre 95, c’est-à-dire à peu près le même niveau que l’électorat de gauche.”**

Il y a, enfin, un gaucho-lepénisme de destination. Pourquoi ? Parce que, qu’on le veuille ou non, - les chiffres sont têtus - au deuxième tour, une partie de ces électeurs va rejoindre la gauche. Lorsqu’on analyse ce qu’on a appelé la “dynamique Jospin”, en mesurant l’écart entre le score réalisé par L. Jospin au second tour et celui réalisé par l’ensemble de la gauche, et soyons généreux, des écologistes au premier tour et que l’on cherche à comprendre avec quelle dynamique cet écart se corrèle le mieux, c’est avec la dynamique Le Pen. Une partie de ces électeurs gaucho-lepénistes, qui, au premier tour, a poussé un “coup de gueule”, va retrouver au second tour un clivage droite classique - gauche classique, et retourner vers la gauche. Quand on compare les matrices de transfert du premier au second tour, elles sont beaucoup plus mauvaises en 1995 pour Chirac qu’elles ne l’avaient été en 1988. En 1988, une forte majorité des électeurs de Le Pen avait choisi de voter en faveur de Chirac au second tour : 65% selon un sondage post-électoral de la Sofres ; 19% choisissaient Mitterrand et 16% l’abstention ou le vote blanc ou nul. En 1995, par rapport à 1988, les reports en faveur de Chirac diminuent de 14 %, les reports en faveur de la gauche augmentent de 9%, et les reports vers l’abstention, le vote blanc et nul augmentent de 5 %.

Q► P. Martin avance trois explications aux reports des voix du Front National vers la gauche sur lesquels vous vous appuyez pour étayer le concept de “gaucho-lepénisme”. La première : il y a une dispersion naturelle de l’électorat, dès lors que Jean-Marie Le Pen appelle à voter blanc. La deuxième : il y a la même différence so-

ciologique dans le report du vote Front National que dans le reste de la droite. La troisième : il y a la même proportion d'électeurs Front National qui se placent à gauche que pour les autres candidats de droite. Qu'en pensez-vous?

R ➤ Le Pen, avec cette indication politique d'ailleurs très subtile - "Chirac, c'est Jospin en pire" <sup>(15)</sup>, et son appel à voter blanc, aura certainement un impact à la marge. Mais il ne faut pas prêter aux électeurs un intérêt de politologues pour la politique ! Les électeurs ne se prononcent pas à la suite de l'audition attentive de tous les discours de Chirac, de Le Pen, de Jospin. Ils n'obéissent pas davantage aux consignes des partis et de leurs leaders, quels qu'ils soient, Jean Marie Le Pen ou un autre, surtout dans un contexte de crise prononcée de la représentation. Ce sont des mécanismes beaucoup plus socio-culturels, extrêmement lourds. En revanche, la modification du contenu social, des attentes, des comportements, des perceptions, des électeurs lepénistes en 1995 par rapport à 1988, pèse certainement plus lourd dans le choix au second tour, et dans leur choix aujourd'hui. ❖

(15) Déclaration de J.M. Le Pen à ses militants et sympathisants, lors du rassemblement organisé place de l'Opéra à Paris le 1<sup>er</sup> Mai 1995

## Pour aller plus loin (2) livres

### Birenbaum (Guy),

➤ Le Front national en politique, Paris, Balland, 1992.

### Camus (Jean-Yves),

➤ Le FN : histoire et analyses, Larres, Paris, 1996.

### Garrigues (Jean),

➤ Le Boulangisme, Paris, PUF "Que sais-je?", 1992.-

### Martin (Pierre),

➤ Le vote Le Pen, l'électorat du Front national, oct-nov.1996, Notes de la Fondation Saint-Simon.

### Mayer (Nonna) et Perrineau (Pascal),

➤ Le Front national à découvert, Paris, FNSP, 1996.

### Milza (Pierre),

➤ Les fascismes, Paris, Seuil, 1991.

### Perrineau (Pascal),

➤ La dynamique du vote Le Pen. Le poids du "gaucholepénisme", in Le vote en crise (sous la dir. de Pascal Perrineau, Paris, FNSP, 1995.  
➤ Front national : l'écho politique de l'anomie urbaine,

in Esprit, La France en politique, Paris, 1988.

### Soudais (Michel),

➤ Le FN en face, Paris, Flammarion, 1996.

### Taguieff (Pierre-André),

➤ Les fins de l'antiracisme : essais, Paris, Michalon, 1995.  
➤ Sur la nouvelle droite : jalons d'une analyse critique, Paris, Descarte, 1991.  
➤ Face au racisme, 2 vol, Paris, La Découverte, 1991.  
➤ La force du préjugé.

Essai sur le racisme et ses doubles, Paris, Gallimard, 1990.

### Wievorka (Michel),

➤ La France raciste, Paris, Seuil, coll. "L'Épreuve des faits", 1992.

### Winock (Michel),

➤ Histoire de l'extrême droite en France, Paris, Seuil, 1993.  
➤ Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France, Paris, Seuil, coll. "Points histoire", 1990.

## 5 - PERSPECTIVES POLITIQUES

Q ➤ Le Front National est aujourd'hui relativement isolé sur le plan stratégique. Est-ce que vous considérez que le Front National est "une force impuissante", qui ce faisant, se trouve dans une impasse politique?

R ➤ Une force impuissante : non. Car il a atteint une masse critique, qui lui permet, même dans le cadre du mode de scrutin majoritaire à deux tours, d'être présent et de troubler le jeu. Il a acquis une place de trouble fête. Il n'est ni dans une position d'alternance, parce qu'il n'est dans aucune coalition, ni d'alternative, parce qu'il n'est pas prêt de devenir le parti dominant autour duquel pourrait s'organiser une alternative quasi révolutionnaire comme il le souhaiterait. On en est loin! Cependant, comme il n'est pas à la baisse et qu'il possède des bastions, même dans le cadre d'élections au suffrage majoritaire à deux tours, il détiendra ici ou là une position de minorité de blocage. Et lorsque les deux grandes forces, la droite classique et la gauche classique, seront roue dans roue, il apparaîtra presque dans un rôle de formation charnière qui, pourra décider celui qui va perdre, et donc celui qui va gagner. Dans une certaine mesure seulement, car il faut voir sa capacité à faire passer ce message auprès de ses électeurs. A cette hypothèse, je n'ai pas de réponse. Mais je crois qu'il reste dans une position de force importante, qui fait que dans 100 ou 200 circonscriptions il sera présent au second tour <sup>(16)</sup> et qu'il aura une capacité à troubler le jeu, et à faire en sorte que la campagne entre les deux tours se fasse autour de ses thèmes. Il y aura des accords locaux, comme on en a eu en 1988 avec l'accord Gaudin <sup>(17)</sup> dans les Bouches-du-Rhône, peut-être pas au niveau du département, mais il y aura des "petits accords". Il y aura des maintiens avec une capacité à fidéliser son électorat, et, l'on l'a vu à certaines municipales ou législatives, à même l'augmenter légèrement. Sa capacité à "geler" un électorat en espérant devenir majoritaire dans

(16) Sur les 105 cas de triangulaires envisagées des élections législatives de juin 1997, 78 mettent en présence un candidat de gauche, un candidat de droite et un candidat du FN. En 1993, le Front National avait obtenu plus de 12% des voix (14,94% en 1997) mais n'avait pu se maintenir au second tour que dans 14 circonscriptions.

(17) Le 20 Janvier 1986, J.C Gaudin déclarait à Marseille "entre l'élection d'un communiste et celle d'un Front National, je n'hésite pas" et "quatre conseillers municipaux du Front National à Dreux sont moins dangereux pour la démocratie que quatre ministres au gouvernements". Deux après, il précisait son affection pour le parti d'extrême droite en affirmant: "Mes amis et moi n'avons aucune gêne à ce que nos analyses et certaines de nos solutions se croisent avec celles du Front National".

une triangulaire est donc réelle. Ce schéma sera plus difficile à tenir, s'il y a un mécanisme de discipline républicaine, ou de désistement républicain. En tout état de cause, le Front National a et aura un impact politique qui dépasse très nettement son niveau électoral.

Q ► Comment expliquez-vous que cette force, qui n'est pas impuissante, ait opéré sur le plan idéologique et programmatique les infléchissements que l'on a vus ces derniers temps sur le plan social, même s'ils sont largement factices ?

R ► Toute organisation politique est sensible à sa base électorale. Le Front National l'est comme les autres. Le Front National a constaté deux évolutions depuis la fin des années 80 et le début des années 90 : la montée de l'euro-pessimisme, particulièrement dans certaines couches populaires, et l'arrivée vers lui d'un électorat de protestation sociale. Il s'est tout simplement adapté, à travers l'évolution de son programme. On voit la montée en force, depuis les européennes de 1989, d'une thématique anti-européenne beaucoup plus forte qu'elle ne l'était dans les années 80; on voit apparaître un infléchissement social qui se traduit dans certaines mesures du programme, avec des propositions en matière de revalorisation du SMIC ou même la reconnaissance d'un certain rôle positif des syndicats - J.M. Le Pen saluant le 1er mai "la longue lutte des travailleurs et des syndicats" -. C'était la première fois qu'on voyait en tête du défilé le calicot : "Le Front National, c'est le social". Le programme des "300 mesures pour la renaissance de la France" en 1993, n'a pas la même tonalité ultra libérale que celui de 1985. Il y avait là déjà un glissement. Il y a aujourd'hui une accentuation d'un thème, ce qui ne veut pas dire que toute une série de mesures ultra-libérales ne soient pas encore contenues dans le programme du Front National. Ce n'est d'ailleurs pas un programme de gouvernement, mais un catalogue de mesures, souvent totalement contradictoires. Le Front National est une auberge espagnole dans laquelle on trouve simplement plus de social qu'il n'y en avait auparavant.

L'autre élément est l'écoute de l'électorat. C'est la première fois en France qu'on voit l'extrême droite avoir un électorat populaire. Elle fait donc tout pour essayer de le fidéliser et de gérer l'ensemble contradictoire qu'il constitue :

pour partie bourgeois ou petit-bourgeois, de droite traditionnelle, voire ultra-traditionnelle, pour partie de protestation populaire.

Q ► Vous avez évoqué le fait que le Front National était un phénomène contemporain. C'était également une des thèses de Pierre-André Taguieff qui disait notamment que ce discours sur le racisme de l'extrême droite d'aujourd'hui était extrêmement différent des discours des extrêmes droites classiques, notamment celles de l'entre deux guerres, et par conséquent que le discours antiraciste qui s'appuyait sur le droit à la différence n'avait pas ou peu d'effets. Y a-t-il un infléchissement, à votre avis, du discours du front National par rapport au racisme ?

R ► Personnellement, je ne crois pas qu'il y ait infléchissement. La réponse de Le Pen dans une conférence de presse, sur le thème de l'inégalité des races n'a rien de nouveau. Ces thèmes, il les a utilisés il y a dix ans. Ce qui est nouveau, c'est que cela acquiert une visibilité politique plus grande. On sait que Le Pen, quand il est un peu en dehors de l'actualité politique, revient sur le mode "je suis celui par qui le scandale arrive". Ainsi, ce qui est parfois vécu comme étant des dérapages, exprime à la fois ce qui est le fond de sa pensée, et est utilisé aussi pour revenir dans le feu de l'actualité. Là dessus, sur le racisme, il n'y a pas de réelle inflexion. C'est quelque chose qui est permanent, et constitue la véritable colonne vertébrale idéologique de certains cadres du Front National. De temps en temps, ce refoulé s'exprime. La "chose" parle en direct... ❖

**“La réponse de Le Pen dans une conférence de presse, sur le thème de l'inégalité des races n'a rien de nouveau. C'est quelque chose qui constitue la véritable colonne vertébrale idéologique de certains cadres du Front National. De temps en temps, ce refoulé s'exprime. La “chose” parle en direct...”**



# Commentaire sur l'interview de Pascal Perrineau par Pierre Martin

---

Dans le travail que j'ai effectué pour la Fondation Saint-Simon sur l'électorat du Front national, je me suis efforcé d'apporter un certain nombre de réponses aux questions fondamentales concernant la composition de cet électorat et ses évolutions, sa géographie, les phases de son développement électoral, et une certaine exception française. Les commentaires qui ont pu en être faits dans la presse ont eu, à mon avis, trop tendance à l'opposer aux analyses de Pascal Perrineau, alors qu'il me semble que les points d'accord sont bien plus nombreux que les points de désaccord.

Il y a entre nos analyses deux différences principales. L'une est un désaccord sur l'interprétation d'un phénomène incontestable : le fait qu'un nombre significatif d'électeurs de Jean-Marie Le Pen du premier tour de la présidentielle de 1995 ont voté pour Lionel Jospin au second (le gauchisme-lepénisme). Je ne pense pas qu'il faille donner une interprétation idéologique à ce phénomène. L'autre est le résultat d'une différence d'approche : Pascal Perrineau est un spécialiste du FN sous ses différents aspects et centre bien naturellement son analyse électorale essentiellement sur le seul électorat FN, alors que pour ma part, partant d'un point de vue d'électoratiste "généraliste", j'ai beaucoup plus tendance à replacer systématiquement les évolutions

électorales du FN dans le cadre de l'ensemble des évolutions électorales françaises. Ces points de vue me semblent plus complémentaires qu'opposés.

**“Un phénomène est incontestable : le fait qu'un nombre significatif d'électeurs de Jean-Marie Le Pen du premier tour de la présidentielle de 1995 ont voté pour Lionel Jospin au second.”**

Je suis un peu étonné que Pascal Perrineau me reproche une lecture partielle de la période d'avant 1983 relative à l'utilisation du thème de l'immigration où j'aurais oublié le Parti communiste. La campagne du PC sur ce sujet est pourtant explicitement mentionnée à la page 27 de ma note "Le vote Le Pen" où j'écris "*Le parti communiste, force de politique également en difficulté électorale à cette période, a lui aussi utilisé le thème de l'immigration pendant la campagne présidentielle de 1981*", avec même une note de renvoi pour plus de précisions, où je cite les cas de Vitry et Montigny-les-Cormeilles. Comme quoi, les lectures partielles ne sont pas toujours celles que l'on croit !

## Sur les résultats du FN aux élections législatives anticipées de mai-juin 1997.

Les résultats du FN au premier tour des dernières législatives, 15 % des suffrages exprimés, marquent une progression sensible par rapport aux législatives de mars 1993, 12,4 %, et une stabilité par rapport à la présidentielle d'avril 1995.

Ce phénomène de convergence du lepénisme législatif avec le lepénisme présidentiel a deux causes principales. La première est l'installation progressive du FN dans le paysage politique français à la fois sous l'aspect d'une notoriété croissante de ses candidats au fil de leurs candidatures successives aux diverses élections et par l'habitude que prennent les électeurs de sa présence à toutes les élections. Le FN commence maintenant à être un "vieux parti" qui est de moins en moins défavorisé aux élections d'organisation locale. La seconde est la similitude de situation à droite par rapport au pouvoir gouvernemental. Pour la première fois depuis 1978, les élections législatives étaient organisées avec un gouvernement sortant RPR-UDF. Comme aux présidentielles de 1988 et 1995, mais contrairement aux législatives de 1986, 1988 et 1993, cette situation a permis au

**“Le FN progresse surtout dans les milieux populaires avec une influence particulièrement forte en milieu ouvrier.”**

**“La forte campagne de la droite UDF-RPR contre la gauche sur le thème de l’immigration ne semble pas avoir limité en quoi que ce soit le recul de la majorité sortante et a entièrement profité au FN. Comme dans les années 80, la droite UDF-RPR a été “punie par où elle a péché.”**

FN de maximiser son impact parmi les déçus de la droite.

Les évolutions sociologiques constatées lors de la dernière présidentielle sont en général confirmées à ces législatives : le FN progresse surtout dans les milieux populaires avec une in-

fluence particulièrement forte en milieu ouvrier. Sa géographie électorale reste puissamment marquée par la macro géographie de l’immigration, encore plus fortement qu’en 1993 (le découpage en trois zones <sup>(1)</sup>).

(1) Voir Pierre Martin, *op. cit.*, p. 15 à 17.

On doit noter que la forte campagne de la droite UDF-RPR contre la gauche sur le thème de l’immigration, particulièrement menée par le ministre de l’intérieur Jean-Louis Debré, ne semble pas avoir limité en quoi que ce soit le recul de la majorité sortante et a entièrement profité au FN. Comme dans les années 80, la droite UDF-RPR a été “punie par où elle a péché”, d’autant plus que son fort résultat du premier tour a permis au FN de se maintenir en triangulaire au second tour dans de nombreuses circonscriptions.

On doit de plus remarquer que l’utilisation par une partie de la gauche, le MDC et le PC principalement, d’une thématique nationaliste et très anti-européenne, outre qu’elle n’a pas eu beaucoup de succès au sein de l’électorat de gauche, n’a en rien permis de faire reculer le FN.

Le second tour à spectaculairement confirmé le bien fondé de mon expression “force impuissante pour caractériser l’impuissance du FN à transformer sa force électorale en sièges et en influence gouvernementale. Non seulement sa présence à l’assemblée reste dérisoire, un élu sur 577, mais de plus la tendance au recul par rapport au second tour de 1993 est dominante dans les situations de duels comparables.

Dans les 24 circonscriptions où un candidat FN est opposé au second tour à un candidat de même étiquette politique qu’en 1993 (3 PC, 1 PS, 20 UDF ou RPR), le FN recule dans 19 cas sur le second tour de 1993 (dont les 4 duels face à la gauche) et ne progresse que dans 5. Les reculs sur le second tour de 1993 de Marie-France Stirbois à Dreux (Eure et Loir 2e) face au RPR Gérard Hamel (43,8% contre 49,9 % en 1993) et de Bruno Megret à Vitrolles (Bouches du Rhône 12e) face au socialiste Henri d’Attilio (45,9 % contre 49,5 % en 1993) ne sont donc pas des cas isolés.

A cette incapacité croissante du FN à dépasser son propre électorat partisan au second tour, résultat de son rejet croissant dans l’électorat de la droite modérée, s’ajoute une fragilité de son propre électorat au second tour, beaucoup plus forte qu’en 1993. Très significatifs à cet égard sont les résultats des 8 triangulaires de second tour où le FN était présent avec une même configuration en 1997 qu’en 1993. Le FN recule dans 5 cas sur le second tour de 1993. Alors qu’en 1993 il progressait en % au second tour dans 5 cas sur le premier tour, en 1997 il recule dans les 8 circonscriptions au second tour sur le premier, même là où il arrivait au premier tour en tête de la droite. Cette situation d’isolement et d’impasse stratégique explique que pour la première fois les oppositions au sein de ses dirigeants sur la stratégie à suivre vis-à-vis du reste de la droite se soient manifestées publiquement.

**“La situation d’isolement et d’impasse stratégique explique que pour la première fois les oppositions au sein de ses dirigeants sur la stratégie à suivre vis-à-vis du reste de la droite se soient manifestées publiquement.”**

**Pierre MARTIN**

*Politologue au CIDSP, IEP de Grenoble*



Analyse de Pascal Perrineau  
des dernières élections législatives

## Les ressorts du vote FN

---

► **Quelle analyse tirez-vous du niveau atteint par le FN aux dernières législatives ?**

Le niveau atteint par le Front National ne m'a pas étonné. Je suis d'ailleurs frappé par la fréquence et la constance des erreurs commises quant à la compréhension et la mesure du FN. Les observateurs ou les acteurs de la vie publique alternent souvent entre deux attitudes excessives. Ou bien ils en font trop ou bien ils n'en font pas assez : ils passent de l'idée que le FN est aux portes du pouvoir à l'idée que le problème est réglé parce qu'il y a eu une mobilisation (comme à Strasbourg) ou une destabilisation (avec la dissolution). La réalité est bien plus complexe et les racines du FN bien plus profondes. Toutes les élections ont montré que le parti lepéniste était à la hausse dans les années 80-90. On ne voit pas très bien pourquoi les législatives auraient subitement échappé à cette logique de montée du FN. Les dernières législatives s'inscrivent en effet dans cette perspective de progression sans explosion : 15,09 %, c'est le record toutes catégories de l'extrême droite pour des élections législatives et c'est le niveau de l'élection présidentielle de 1995.

► **Quelle explication donnez-vous à cette progression sans explosion ?**

Le FN a sensiblement changé par rapport aux années 80. Une bonne part de ses candidats sont maintenant des élus locaux, municipaux ou régionaux. Nous assistons depuis quelques années à un dé-

but d'enracinement local, qui produit ses effets à d'autres types d'élections. D'autre part, on le sait bien mais il

**“Un vote utilisé pour faire passer une protestation, une plainte, une opposition, un malaise”**

faut le répéter, deux ressorts fondamentaux nourrissent le FN. Le premier ressort, c'est la crise sociale. Or, cette crise sociale perdure. Je ne vois pas, depuis deux ou trois ans, les raisons objectives qui signifieraient qu'elle s'est atténuée, assourdie ou dégonflée. On n'a jamais été aussi haut en terme de chômage. La crise urbaine et périurbaine n'est pas résolue. La perte des repères dans toute une série de tranches d'âges et de milieux sociaux est patente. Les inquiétudes et les interrogations vis-à-vis de la construction européenne et vis-à-vis de la mondialisation sont fortes. Tous les éléments de la crise sociale sont là et la classe politique apporte peu de réponses tangibles et semble largement démunie.

Le deuxième ressort réside dans la crise politique, dans la crise de la représentation politique, dans cette crise de confiance qui sépare les Français et leur personnel politique. On sait en effet que Jean-Marie Le Pen et le FN exploitent sans vergogne cette crise là aussi. Le deuxième ressort a produit ses effets aux municipales de 1995, notamment à Toulon, et à l'élection partielle de Vitrolles, en début d'année 1997. On ne voit pas pourquoi l'instrumentalisation populiste de la crise politique se serait soudainement vue privée d'espace aux législatives.

D'autre part, on s'aperçoit que toutes les élections nationales sont soumises depuis les années 90 à un phénomène d'éclatement du vote. C'est ce qu'on avait appelé, avec Philippe Habert, le “vote éclaté”. On le constate encore à ces élections législatives.

Aujourd'hui, les quatre grands partis, ce que jadis on appelait la “quadrille bipolaire”, recueillent au total moins de 45 % des électeurs inscrits et deux tiers des suffrages exprimés. On voit



bien que le vote est utilisé pour faire passer une protestation, une plainte, une opposition, un malaise. Il ne faut d'ailleurs pas croire que les Français se désintéressent pour autant de la politique. Il y a même un phénomène de "politisation négative" qui peut se traduire par de l'abstention, par des bulletins blancs ou nuls et par le vote du FN dans le système de partis, l'extrême droite en profite : elle instrumentalise cette position, avec d'autres bien sûr, mais elle réussit beaucoup plus que les autres à canaliser ce vote de protestation contre les grands partis de gouvernement.

► **A partir de la montée des couches populaires dans l'électorat frontiste, vous avez pu analyser, ces dernières années, ce que vous avez appelé le "gaucho-lepénisme". Ce phénomène se confirme-t-il, d'après les premières données électorales de ces législatures ?**

On peut d'abord relever que la hausse du vote FN est générale, en dehors de trois départements (les Alpes-Maritimes, la Mayenne, les Pyrénées Orientales et Paris), où le FN fléchit. Ailleurs, la progression est générale mais différenciée selon les zones géographiques. Il y a des traces de la poussée que Le Pen avait connu à l'élection présidentielle de 1995, particulièrement dans l'Est, où l'on peut relever une sorte de confirmation du mouvement de la hausse. Il y a également de fortes poussées de la région Rhône Alpes ainsi que dans la grande banlieue parisienne, dans ce qu'on appelle la "couronne extérieure", notamment dans l'Oise. Dans ces régions, le phénomène de captation par le FN des couches populaires touchées par la désindustrialisation et la crise se confirme. Dans la Nord-Pas-de-Calais, c'est particulier. On enregistre une poussée sensible mais on a l'impression que là où il y avait du "gaucho-lepénisme" il y a maintenant une lutte pour

le contrôle des milieux populaires touchés par la crise, cette lutte opposant directe-

**"Le FN reste à un haut niveau dans le milieu ouvrier"**

ment les partis de gauche et le Front National. On observe une certaine reconquête des milieux populaires par la gauche qui fait face à un FN qui globalement tient

mais perd, ici ou là, quelques positions acquises en 1995. Le "gaucho-lepénisme" se confirme : il y a bien un secteur sociologique où la gauche et le FN sont en pleine concurrence.

Autre élément d'analyse : d'après le sondage à la sortie des urnes réalisé le jour du premier tour par l'institut CSA pour Radio-France, le FN reste à un haut niveau dans le milieu ouvrier : 26 % des ouvriers ont voté FN (28 % pour le PS et les divers gauche) et 23 % des chômeurs ont voté FN (22 % pour les socialistes).

► **Quelle a été l'évolution de l'électorat FN par rapport à la droite républicaine au deuxième tour ?**

L'évolution est très nette. La droite ne retrouvera jamais le niveau de reports qu'elle connaissait en 1993, où la répartition des voix lepénistes était la suivante : 62 % des électeurs du FN votaient au second tour pour le RPR-UDF, 9 % pour la gauche, le reste allant à l'abstention ou aux votes blancs et nuls.

#### REPORTS DE L'ÉLECTORAT F.N.

##### AUX SECONDS TOURS

	Gauche	UDF/RPR	Abstention vote blanc ou nul
Présidentielle 1988 :	19	65	16
Législatives 1993 :	9	62	29
Présidentielle 1995 :	28	51	21
Législatives 1997 :	+ de 20-25	- de 50	+ de 20 - 25
Estimations :	24	31	

**"La droite républicaine ne retrouvera jamais le niveau de report de 1993, car l'électorat lepéniste a sociologiquement changé et la stratégie de Le Pen évolué"**

Elle ne le retrouvera pas parce que sociologiquement l'électorat a changé - il est devenu plus populaire - et politiquement Le Pen a évolué vers la stratégie "ni droite, ni gauche".

## NI GAUCHE, NI DROITE

► **Question : Laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion?**

Vote au 1 <sup>er</sup> tour des législatives 1997	Front National	Ensemble Électoral
J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays	3	31
J'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays	24	31
Je n'ai confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays	72	37
Sans réponse	1	1

► **Un gros tiers des français ne fait pas confiance ni à la gauche, ni à la droite. Une défiance qui approche les trois quarts chez les électeurs du FN**

En outre, il y a eu 132 maintiens de candidats FN au second tour, c'est-à-dire 32 de plus qu'en 1993. Donc, la nuisance de l'extrême droite vis-à-vis du RPR et de l'UDF s'est sensiblement renforcée. D'autant plus qu'il y avait beaucoup plus de sortants RPR-UDF cette fois-ci qu'en 1993.

Tous les sondages pré-électoraux ont cette année montré que le niveau de report de l'électorat FN vers la majorité sortante se situait désormais en dessous de la barre des 50 %.

## LA STRATÉGIE F.N.

► **Question: Dans les circonscriptions où le candidat du Front national aura la possibilité de se maintenir au second tour, souhaitez-vous?**

	Ensemble des Français	Électeurs du F. N.
Qu'il se maintienne même s'il risque de faire élire le candidat de droite	34	53
Qu'il se retire pour ne pas risquer de faire élire le candidat de gauche	56	44
Sans opinion	10	3

Ce niveau variait d'ailleurs, selon la conjoncture, dans une fourchette allant du tiers à la moitié de l'électorat lepéniste. Le reste de l'électorat se répartissant entre la gauche (la variation allant de 15 % à près de 30 %) et l'abstention ou les votes blancs et nuls.



# Radiographie du vote sanction contre Chirac

---

**T**riomphante en mai 1995 avec la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, la coalition RPR-UDF se retrouve, deux ans plus tard, brutalement défaite aux élections législatives. Avec à peine 37 % des suffrages exprimés au premier tour, la droite modérée a perdu plus de sept points par rapport au premier tour de l'élection présidentielle.

## LES RECLASSEMENTS ÉLECTORAUX

**L**es électors de la majorité présidentielle du premier tour de 1995 (Chirac, Balladur, de Villiers) ont été fortement entamés par la gauche et le Front national. 26 % de l'électorat chiraquien, 23 % de celui d'Edouard Balladur et 33 % de celui de Philippe De Villiers se sont volatilisés sur la gauche et l'extrême droite. Cet effet de laminoir qui a "aplatis" l'électorat de droite modérée est très sensible également dans l'électorat chiraquien du second tour de 1995 : les "déçus du chiraquisme" représentent environ un tiers de cet électors et viennent en 1997 alimenter le Front national (20%) et la gauche (12%). Celle-ci, tout en se nourrissant de ces transfuges, fidélise remarquablement son électors et mobilise mieux que la droite les abstentionnistes et les votes blancs et nuls. Alors que la gauche retrouve, lors de l'élection de 1997, 90 % de l'électorat de Lionel Jospin, la droite modérée ne récupère que 68 % de l'électorat de Jacques Chirac.

Ainsi, au premier tour des élections législatives, la gauche et son associé écologiste se retrouvaient à environ 47 % des suffrages, à 10 points

devant une droite modérée qui enregistrait son plus mauvais score sous la V<sup>ème</sup> République. Cependant, les droites modérée et extrême rassemblaient 52 % des voix et gardaient l'avantage sur la gauche. L'hétérogénéité politique de ces droites, l'incapacité de la droite modérée à mobiliser davantage que la gauche dans l'entre-deux-tours et le maintien du Front national dans 132 circonscriptions (dont à 96 reprises contre la droite) sont venus à bout de cette situation majoritaire. La droite modérée ne retrouve dans aucun cas au second tour, que ce soit dans les duels ou les triangulaires, une majorité d'électeurs du Front national. Seuls 49 % de ces derniers votent RPR-UDF dans les duels de second tour, 29 % se réfugiant dans l'abstention et 22 % préférant la gauche.

**Quant aux abstentionnistes du premier tour** se mobilisant pour le second, ils votent à peu près à parts égales pour la droite et pour la gauche (30 % pour la première, 28 % pour la seconde).

**Enfin, dans les triangulaires**, le Front national garde la majorité de ses électeurs, attire 11 % d'abstentionnistes du premier tour des élections législatives et recueille quelques transfuges communistes.

**La gauche bénéficiant d'une très bonne discipline interne** (71 % des électeurs d'extrême gauche, 86 % de ceux du Parti communiste et 62 % de ceux de l'écologie affirment leur intention de voter pour le candidat socialiste), la dynamique de l'entre-deux-tours est de son côté et permet de transformer une gauche minoritaire en majorité.

## LES RECLASSEMENTS SOCIOLOGIQUES

**D**ans aucun groupe, si ce n'est les agriculteurs, la majorité sortante ne tient son électors. Les pertes sont relativement faibles chez les jeunes (-4), les étudiants (-2), les personnes âgées (-4), les retraités (-5) et les couches moyennes (enseignantes : -5, professions

intermédiaires : -5). En revanche, dans tous les autres milieux, l'érosion est forte, particulièrement chez les femmes (-9), les électeurs de la maturité (-13 chez les 30-39 ans, -12 chez les 40-49 ans), les actifs (-10), les couches populaires (-13 chez les employés, -9 chez les ouvriers) les professions indépendantes (-12). Cette chute profite surtout à la gauche, particulièrement chez les femmes, les 40-49 ans, les actifs et employés. Elle retrouve, avec l'apport de ces "forces vives", un dynamisme social et démographique qui l'avait abandonnée en 1993. A un niveau plus modeste, le Front national renforce son ancrage chez les 30-39 ans, les professions indépendantes et les ouvriers. Il développe également son influence chez les personnes âgées, les cadres supérieurs, les étudiants et les sans religions. Le Front national semble continuer son grignotage d'une France populaire déboussolée par la crise (ouvriers, sans religions), récupérer certains mécontentements d'une France traditionnelle (personnes âgées, professions indépendantes) et, fait plus nouveau, pousser son avantage chez les cadres supérieurs et les étudiants. L'ex-majorité RPR-UDF se retrouve ainsi vampirisée sociologiquement. Dans un scénario assez proche de celui de la présidentielle de 1988, la droite modérée semble avoir perdu sa base populaire. La gauche retrouve une majorité forte chez les 30-49 ans, les actifs, les chômeurs, les employés et les ouvriers. Ce retour de la gauche s'enracine dans une volonté de sanctionner la droite qui n'a peut-être pas beaucoup à envier au vote sanction de 1993 qui avait renvoyé la gauche dans ses foyers.

## Un vote sanction

L'effondrement de la majorité traduit une immense déception à l'égard du pouvoir. Juppé subit de plein fouet la réaction de rejet des Français: un quart d'entre eux souhaitent qu'il joue un rôle politique important dans l'avenir. Chez les électeurs de la majorité sortante, ils ne sont pas la moitié. Mais Chirac lui-même est directement et gravement atteint par le vote sanction de 1997. 70 % des

électeurs se disent déçus par son action depuis son élection en 1995 et seulement 26 % satisfaits. Cette déception est naturellement la plus forte chez les électeurs de gauche chez lesquels elle atteint 89% mais elle est également très élevée chez les électeurs du Front national (70 %) et elle est encore de 42 % chez les électeurs de la droite modérée. C'est donc bien le bilan présidentiel qui est jugé négativement par l'opinion et pas seulement par l'opposition. Les deux tiers des français sont inquiets pour leur avenir, et cette inquiétude, dominante chez les électeurs de la gauche et du FN, est encore majoritaire chez les électeurs de la droite modérée (81 % des électeurs du FN, 65 % pour l'ensemble de l'électorat). C'est une France dé-moralisée qui a voté les 25 mai et 1<sup>er</sup> juin. Une France insatisfaite également de la manière dont fonctionne la démocratie (ensemble électorat 57 %, 77 % pour le FN).

**Ceci conduit à penser** que c'est davantage le pouvoir qui a été sanctionné que l'opposition de gauche qui a été plébiscitée.

## Une adhésion méfiante à la gauche

Le raz-de-marée socialiste pourrait laisser penser que l'opinion, oubliant son désamour de naguère pour les socialistes, fait à nouveau confiance à la gauche pour résoudre ses problèmes. Cette vision n'est pas fautive, mais elle demande à être fortement nuancée. A la veille du second tour, les Français se partagent presque par moitié sur le souhait d'avenir politique de Jospin (48 % de l'ensemble de l'électorat souhaite voir L. Jospin jouer un rôle important des mois et des années à venir, 27 % pour l'électorat du FN). Et surtout, la crédibilité gouvernementale de la gauche est faible (31 %), tout comme celle de la droite : 37 % n'ont confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner. Parmi les électeurs qui ont voté à gauche ou pour les candidats écologistes, un tiers exprime ce manque de confiance.

## L'adhésion au programme de la gauche

**E**t pourtant, l'adhésion à nombre de propositions de la gauche est forte. Les Français plébiscitent l'augmentation du Smic de 1000 francs (81 % de l'électorat est tout à fait ou plutôt pour), qui est une proposition du Parti communiste, ou la création de 350000 emplois dans le secteur public (à 71 % tout à fait ou plutôt pour), qui est une proposition socialiste. Ils sont encore près des deux tiers à se montrer favorables à la réduction de la durée du travail à 35 heures sans diminution de salaire (à 64 % tout à fait ou plutôt pour). Et ils rejettent (à 57 %) la proposition du gouvernement Juppé de diminuer le nombre des fonctionnaires. Mais, en même temps, ils adhèrent à deux thèmes de la droite, le maintien des lois Pasqua-Debré sur l'immigration (à 60 %) et l'allègement des charges sociales des entreprises (à 82%). Ils sont par ailleurs une majorité à être favorables aux privatisations. Et l'on voit qu'ils accordent leur confiance tantôt à la gauche, tantôt à la droite pour résoudre les problèmes qui se posent en France. Ainsi, la droite leur apparaît plus crédible pour ce qui concerne la modernisation du pays, la lutte contre l'immigration clandestine ou la construction de l'Europe. Ils font, en revanche, davantage confiance à la gauche pour la protection sociale et la lutte contre les inégalités. Il faut enfin remarquer que, sur la question du chômage, la plus importante pour eux, ils ne font pas plus confiance à la gauche qu'à la droite, 37 % pour l'une et pour l'autre, tandis qu'un quart d'entre eux ne font confiance à aucune.

Certes, l'opinion, en sanctionnant durement la majorité sortante, a montré qu'elle privilégiait aujourd'hui la dimension sociale de l'action gouvernementale au détriment de la dimension économique et de la dimension sécuritaire. La gauche a pu profiter de son image traditionnellement plus liée à cette dimension sociale. En lui offrant une confortable majorité en sièges, les Français ont montré,

malgré les désillusions périodiques qui ont entraîné le désaveu de six gouvernements de droite ou de gauche depuis 1981, qu'ils faisaient toujours confiance à l'alternance et aux grands partis de gouvernement pour conduire le pays. De ce point de vue, les élections de 1997 ne font pas exception à la règle. Mais le scepticisme croissant de l'opinion fait peser sur le futur gouvernement de gauche une menace considérable que l'enracinement croissant du Front national accentue encore. Depuis la démission du gouvernement Rocard en 1991, la France a consommé quatre gouvernements. Cette nouvelle sorte d'instabilité gouvernementale crée pour le nouveau pouvoir une obligation de réussite, dans un environnement difficile. 51% des Français déclarent avoir été solidaires du mouvement social de décembre 1995: entre la pression sociale potentielle et les contraintes économiques, la voie est étroite. Ainsi, dans notre enquête, les Français, soumis au choix entre la priorité à la compétitivité et l'amélioration de la situation sociale des salariés, choisissent massivement la seconde orientation (65 % contre 35 %).

La gauche sera obligée de gouverner autrement. Mais comment?

**Gérard GRUNBERG**  
et **Pascal PERRINEAU**,

*chercheurs au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof).*

---

Sondage post-électoral réalisé par la Sofres du 26 au 31 mai sur un échantillon de 3010 personnes, représentatif de la population des listes électorales, pour le compte de Libération et trois centres de recherches : le Cevipof-Sciences Po, le CRAPS de Lille, et le CIDSP de Grenoble.

# Sommaire

---

<b>Présentation</b>	<b>1</b>
<b>Entretien avec Pascal PERRINEAU</b>	
1- Niveau électoral	4
2- L'implantation géographique	8
3- Hypothèse historique	15
4- Composition sociologique	18
5- Perspectives politiques	23
<b>Commentaire sur l'interview</b> de Pascal PERRINEAU par Pierre MARTIN	<b>26</b>
<b>Les ressorts du vote FN</b> Analyse de Pascal Perrineau des dernières élections législatives	<b>30</b>
<b>Radiographie du vote sanction</b> contre Chirac	<b>36</b>

